



Brésil: Janvier rouge s'achève dans la lutte

Par [Elaine Tavares](#)

Mondialisation.ca, 28 février 2019

alainet.org 4 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Le mouvement indien brésilien a multiplié, tout au long du mois de janvier, le « janvier rouge », les activités au cours de la campagne « Sang indien, pas une goutte de plus ». Toutes ces manifestations dans le but de dénoncer les attaques dont sont victimes les peuples autochtones de la part du gouvernement qui, dès le premier jour de l'année, dès son accès au pouvoir, a fait voler en éclat toute la structure qui protège les Indiens du Brésil.

Dès la fin de l'après midi du premier jour le *Journal officiel* annonçait une restructuration administrative qui déléguait au Ministère de l'agriculture la responsabilité du processus de délimitation des terres qui jusqu'alors était du ressort de la Justice. « C'est un ministère qui a des accords avec le secteur de l'agro-alimentaire, et l'agro-alimentaire convoite les terres indiennes. Donc c'est le conflit assuré » dit Sônia Guajajara, de la Coordination des peuples Indiens du Brésil (APIB).

Le gouvernement a aussi le projet de démanteler la FUNAI, l'organe responsable des questions indiennes, et cela complique encore davantage la vie des peuples originels, en laissant clairement entendre la voie qu'il veut prendre : la suppression du peu de protection et d'attention dont ils font encore l'objet. Le gouvernement élu - avec l'appui massif du secteur agricole - a également pour projet de déloger les Indiens de leurs terres, pour les remettre à des grands propriétaires, et de transformer les Indiens en travailleurs sans terres, tenus d'abandonner leur mode de vie. « Les Indiens doivent être des citoyens comme n'importe quel Brésilien » a dit le président et, dans cette phrase, il résume son propos de récupérer leurs terres et d'abandonner les Indiens à leur sort, par une intégration forcée qui, comme on le sait par des expériences passées, ne peut amener que de la souffrance.

Les Indiens, se sentant attaqués dans les droits qu'ils ont conquis de haute lutte, se sont mobilisés dès les premiers jours de l'année. Des réunions et des actes publics ont eu lieu. Dans le même temps, encouragés par les mots du nouveau gouvernement, des « *grileiros* » (voleurs de terre), et des mercenaires à la solde des grands propriétaires ont lancé des opérations d'invasion de terre et commis des violences contre diverses communautés indiennes. Incendies d'écoles, destruction de poste de santé, intimidations, tirs, l'éternelle menace de la terreur.

Pour ces raisons, le mois de janvier a été très perturbé, dans divers États brésiliens, par des mobilisations et des actions publiques. Le dernier jour du mois, le 31 janvier, dans de nombreuses localités ont eu lieu des manifestations de protestation. Blocage de routes, marches, débats et activités de rue, démontrant que les communautés ne resteront pas paralysées face aux attaques. Un mouvement au niveau international a eu lieu aussi. Les peuples indiens brésiliens ont dépassé depuis longtemps le stade de la tutelle, que celle-ci

vienne de l'État ou d'organisations non indiennes. Ils s'organisent et lancent leurs campagnes grâce à des mouvements autonomes, bien structurés. Ils ne se laisseront pas anéantir sans lutter.

Le combat en ces débuts d'année législative sera désormais encore plus intense, car les bancs du « bœuf » (les grands propriétaires) et de la « balle » (entreprises de l'armement) s'imposeront avec force, soutenus par leurs alliés, les bancs de la Bible (les néo-pentecôtistes). Le souhait du secteur agricole est d'élargir le périmètre de l'agro-alimentaire, en s'appropriant les terres indiennes riches. Des propositions ont été avancées de reconsidérer des terres déjà attribuées et de contrôler par soi-même (députés et sénateurs) le processus de recensement et de délimitation, ce qui, dans la pratique, signifiera de supprimer totalement la limitation des terres. Et, comme si cela ne suffisait pas, le ministère de l'agriculture est aux mains des représentants de la grande propriété, il est donc certain que cette catégorie en sortira renforcée.

Les terres indiennes attribuées représentent aujourd'hui au Brésil à peine 12% du territoire national et l'écrasante majorité est située dans la région amazonienne dont, historiquement, la richesse naturelle été la plus protégée. C'est une zone de forêt tropicale dont l'occupation par l'agro-alimentaire est plus difficile. Mais il existe aussi des terres désirables dans le Mato Grosso do Sul et dans la région du Pantanal. Des régions comme Bahia et Maranhão abritent aussi des ethnies en lutte et, pratiquement dans chaque état du Brésil, se trouve un groupe qui se bat pour garantir son espace de vie.

Le mouvement indien brésilien est fort et il est prêt à affronter les grandes luttes en perspective. Comptant un million de personnes, les Indiens sont une minorité dans le pays mais ils ont une longue tradition de résistance. En ces temps obscurs les peuples originels auront besoin plus que jamais de la solidarité et de la compréhension historique de la part des mouvements sociaux du pays. Il n'y aura pas d'issue en solitaire, ni pour les Indiens ni pour les travailleurs. D'où la nécessité d'unification des luttes et de la compréhension de la part des non-Indiens de ce que signifie le territoire pour les peuples indiens. La terre, pour les communautés originelles, n'est pas un espace quelconque qui peut s'acheter ou se vendre. Elle est le domaine des dieux, des ancêtres, des animaux, au service de la vie, des eaux et des gens. Elle est donc liée de manière viscérale à la vie de chaque ethnie.

C'est un mouvement unique au Brésil et qui doit servir pour que Indiens et non-Indiens comprennent la nécessité d'unifier les luttes, pour que le pays soit capable d'offrir à tous une issue, tout en respectant la singularité de chaque groupe. Comme le soulignait le grand sociologue colombien, Fals Borda, notre Amérique, tropicale, basse et andine réunit toutes les conditions pour construire un socialisme originel (capable de remonter aux racines), démocratique, solidaire, offrant à tous une vie pleine, construite en partant des Indiens, des noirs et des travailleurs pauvres.

Elaine Tavares

Article en espagnol : [Brasil: enero rojo cierra con lucha](#), ALAI, le 4 février 2019

Traduction française de Françoise Couëdel. [Dial](#).

La source originale de cet article est alainet.org

Copyright © Elaine Tavares, alainet.org, 2019

Articles Par : **[Elaine Tavares](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca